



Munich Personal RePEc Archive

# **Seeding Growth: Unlocking the Potential of Agricultural Commodity Exchanges in Sub-Saharan Africa**

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

7 July 2025

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/125237/>  
MPRA Paper No. 125237, posted 09 Jul 2025 13:54 UTC

# Semer la croissance: Libérer le potentiel des bourses de produits agricoles en Afrique subsaharienne

Dirk Kohnert <sup>1</sup>

Caricature: « Bourse du porc »



Source: © Mark Lynch <sup>2</sup>, [fineartamerica](https://www.fineartamerica.com), 3 Septembre 2024

**Résumé :** La création de bourses de matières premières offre des avantages considérables aux pays à faible revenu et dépendants de l'agriculture qui cherchent à améliorer leurs performances à l'exportation. Un exemple notable est l'Ethiopian Commodity Exchange (ECX), qui a contribué à une augmentation substantielle des exportations de café, bénéficiant aux producteurs grâce à des volumes d'exportation accrus et à un accès diversifié au marché. De même, en mai 2025, la Côte d'Ivoire a lancé la première bourse de matières premières agricoles d'Afrique de l'Ouest, soutenue par la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), le marché commun des valeurs mobilières des huit États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Initialement, cette bourse cotait les noix de cajou, les noix de kola et le maïs, et prévoit d'étendre ses échanges au cacao et à une vingtaine d'autres matières premières à l'avenir. L'Afrique compte actuellement 38 bourses réparties sur 29 marchés financiers nationaux, dont 22 sont membres de l'Association africaine des bourses de valeurs mobilières (ASEA). Parmi celles-ci, 12 pays facilitent le commerce des matières premières agricoles : l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Malawi, la Zambie, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Mozambique, le Rwanda et l'Ouganda. Les bourses de matières premières en Afrique subsaharienne (ASS) jouent un rôle essentiel dans le renforcement des structures de marché en améliorant l'accès aux marchés, en atténuant la volatilité des prix et en intégrant les petits exploitants agricoles aux systèmes économiques formels. Malgré des défis structurels, tels que le déficit d'infrastructures et les besoins de renforcement des capacités, ces plateformes présentent un potentiel considérable pour favoriser le développement agricole durable dans la région. Des données empiriques suggèrent que si la capitalisation boursière a un impact négatif sur la croissance agricole, la valeur des actions négociées exerce une influence positive. Par conséquent, les gouvernements des économies émergentes africaines devraient prioriser l'expansion des marchés de capitaux afin de stimuler la croissance par la création de valeur ajoutée agricole. Des cadres politiques renforçant la confiance des investisseurs par le renforcement institutionnel et le développement des marchés boursiers sont essentiels. Cependant, il est tout aussi crucial de reconnaître le potentiel de transmission des risques entre les marchés, compte tenu de la forte dépendance du continent aux matières premières et de l'interdépendance entre performance boursière et stabilité macroéconomique. La transmission des risques survient lorsque la diffusion de l'information est retardée ou incomplète, ce qui entraîne des effets de contagion où le sentiment négatif du marché se propage indépendamment des conditions locales. En particulier, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change présentent une transmission bidirectionnelle des risques avec les marchés boursiers d'ASS, en particulier sur le long terme. Ainsi, les variations de ces variables peuvent influencer de manière significative la volatilité des marchés boursiers dans la région.

**Mots-clés :** [Bourse](#), [matières premières](#), [PMA](#), [fruit tropical](#), [agriculture](#), [croissance économique](#), [Afrique subsaharienne](#), [café](#), [cacao](#), [noix de cajou](#), [noix de kola](#), [maïs](#), [ASEA](#), [Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Kenya](#), [Côte d'Ivoire](#), [Éthiopie](#), [capitalisation boursière](#), [performance boursière](#), [transmission du risque](#), [taux de change](#), [efficacité du marché](#), [petits exploitants agricoles](#), [économie des institutions](#), [découverte des prix](#)

**JEL-Code:** D23, D24, D44, D53, D84, E02, N17, N27, N57, O13, Q13, Z13

<sup>1</sup> Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](https://www.giga-institute.org). *Projet:* 6 Juillet 2025

<sup>2</sup> Fn 2, voir page deux.

# 1. Introduction

**Caricature 2:** « Afrique: financement rapide pour la nouvelle frontière de l'alimentation »



Source: © Dominic O'Neill, [Euromoney](#), Septembre 17, 2013

Les [bourses](#) de [matières premières](#) agricoles sont en plein essor en [Afrique subsaharienne](#) (ASS)<sup>3</sup>. Des détaillants informels aux chaînes de supermarchés, les [baby-boomers](#) africains alimentent un boom de la consommation qui se répercute sur l'agroalimentaire (O'Neill, 2013). Une bourse de matières premières est un marché où s'échangent différentes matières premières, notamment des [instruments financiers](#), des métaux, des produits agricoles et des ressources énergétiques. Ces bourses offrent des méthodes de détermination des prix et de financement des liquidités pour faciliter l'achat et la vente de matières premières. Il s'agit d'un [marché virtuel](#) où s'échangent des matières premières comme le pétrole, l'or, le blé et même l'électricité, en lieu et place des marchés locaux où sont vendus, par exemple, les fruits, les poivrons et les légumes. Les bourses de matières premières fonctionnent comme une plateforme réglementée où un réseau d'acheteurs et de vendeurs se réunissent pour négocier des contrats standardisés. En principe, ces contrats précisent la quantité, la qualité et les conditions de livraison de la matière première sous-jacente. Grâce à des mécanismes de négociation transparents, les prix sont déterminés en fonction de la dynamique de l'offre et de la demande, favorisant ainsi des marchés équitables et efficaces. Ces contrats se présentent sous diverses formes, les plus courantes étant les [contrats à terme](#). Ces contrats permettent de fixer le prix d'un produit spécifique à une date ultérieure. Cela aide les entreprises à gérer les risques et à s'assurer de disposer des ressources nécessaires à un prix prévisible (Cowrywise, 2025).

Le 28 mai 2025, la [Côte d'Ivoire](#) a ouvert une bourse des matières premières agricoles (BMPA CI), la première en [Afrique occidentale française](#). Pour l'instant, seules les [noix de cajou](#), les

---

<sup>3</sup> Voir le dessin sur la page de titre : Mark Lynch est un dessinateur de renom, connu pour son esprit vif, son style distinctif et ses analyses sociales pointues. Fort d'une carrière de plus de deux décennies, Lynch a contribué à de grandes publications, dont [The New Yorker](#), [The Washington Post](#) et [Punch](#), où il a été salué pour son humour intelligent et sa satire perspicace. Son travail mêle souvent satire politique, comédie d'observation et humour absurde, ce qui en fait un favori des lecteurs qui apprécient les punchlines visuelles et intellectuelles. Lynch a également publié plusieurs recueils de ses dessins et livres illustrés, consolidant ainsi sa réputation dans le monde du dessin éditorial et humoristique. Au-delà du papier, Lynch s'est aventuré dans les médias numériques, créant des courts métrages d'animation et des webcomics qui lui permettent d'atteindre de nouveaux publics. Son point de vue unique et son humour intemporel continuent d'influencer les dessinateurs en herbe du monde entier (deepseek, 7 juin 2025).

[noix de cola](#) et le [maïs](#) sont cotés sur ce nouveau marché. À terme, le [cacao](#) et près d'une vingtaine d'autres produits devraient y être négociés (Laurent, 2025). [Abidjan](#) a été soutenue par la Bourse régionale des valeurs mobilières ([BRVM](#)), qui sert de marché boursier commun aux huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine ([UEMOA](#)). Plusieurs pays africains, dont la Côte d'Ivoire, figurent parmi les leaders mondiaux de diverses matières premières agricoles, par exemple le [cacao](#), la [noix de cajou](#), le [cola](#), le [café](#), le [maïs](#), le [thé](#), le [coton](#), les [noix de palme](#). Cette richesse ne bénéficie pas encore suffisamment aux populations et de nombreuses économies africaines peinent à la convertir en développement, notamment par le biais de bourses des matières premières agricoles (Laurent, 2025).

Il existe 38 [bourses](#) en [Afrique](#), représentant les marchés financiers de 29 pays. 22 des 38 bourses africaines sont membres de l'Association africaine des bourses de valeurs ([ASEA](#)). La Bourse égyptienne ([EGX](#)), fondée en 1883, est la plus ancienne bourse d'Afrique. Parmi les plus anciennes bourses du continent figurent la [Bourse de Casablanca](#) au [Maroc](#), fondée en 1929, la Johannesburg Stock Exchange ([JSE](#)) Limited en 1887 et la [Bourse de Nairobi](#) au [Kenya](#), fondée en 1954. Aujourd'hui, les cinq plus grandes bourses d'Afrique sont la Bourse de Johannesburg (JSE), la Bourse égyptienne (EGX), la Bourse Nigérienne ([NGX](#)), la Bourse de Casablanca (CSE) au Maroc et la Bourse de Nairobi (NSE) au Kenya. Les bourses les plus récentes sont l'Éthiopien Stock Exchange ([ECX](#)) et la Bourse de Matières Premières de l'Afrique de l'Ouest (BMPA) qui a ouvert en 2025. Il existe plusieurs pays notables du continent qui n'ont pas de bourse (Liste des bourses africaines, Wikipédia).

En [Afrique subsaharienne](#), il existe au moins 12 pays dotés de bourses permettant le commerce de produits agricoles:

- (1) *Afrique du Sud* : South African Futures Exchange ([Safex](#)), fondée en 1990, [Johannesburg](#) ; Maïs, blé, soja (futures et produits dérivés), sucre, huile de tournesol, bœuf et autres produits agricoles (via des indices et ETF associés).
- (2) *Nigeria* : [Nigeria Commodities Exchange](#) (NCX), 2001, [Abuja](#) et [AFEX Nigeria](#) (marché à terme privé de matières premières), 2014, [Lagos](#) ; cacao, maïs, soja, sorgho, huile de palme, noix de cajou, sésame. Caractéristiques : NCX est l'une des principales bourses de matières premières du Nigeria et offre des opportunités de négociation pour divers produits agricoles. L'AFEX est également présente dans d'autres États Nigériens et s'est étendue à d'autres pays africains, notamment le [Kenya](#) et l'[Ouganda](#).
- (3) *Kenya* : [Nairobi Coffee Exchange \(NCE\) & East African Exchange](#) (EAX), NCE, 1938, [Nairobi](#) ; EAC, 2013, [Kigali](#) ; café (ventes aux enchères à Nairobi), maïs, haricots, blé (via EAX). La KACE se concentre sur la fourniture d'informations sur les marchés et a limité ses activités en raison d'une réduction des financements.
- (4) *Éthiopie* : [Ethiopian Commodity Exchange](#) (ECX), fondée en 2008 à [Addis-Abeba](#) ; café (premier exportateur d'Afrique), sésame, maïs, blé et millet. L'ECX, première du genre en Afrique, propose un système de négociation électronique avec paiement direct après la date de transaction (T+1). Elle relie les petits exploitants agricoles aux marchés formels par l'intermédiaire de coopératives.
- (5) *Côte d'Ivoire* : Bourse de Matières Premières de l'Afrique de l'Ouest (BMPA), 2025, Abidjan ; Cacao (premier producteur mondial), Café, noix de cajou.
- (6) *Malawi* : [Agricultural Commodity Exchange for Africa \(ACE\)](#), 2003, [Lilongwe](#) ; soja, arachides, haricots. L'ACE se concentre sur le marché intérieur et a limité ses activités en raison d'un financement réduit.
- (7) *Zambie* : ZAMACE (Zambian Commodity Exchange), 2007, Lusaka ; soja, arachides, haricots.
- (8) *Zimbabwe* : [ZAMACE \(Zambian Commodity Exchange\)](#), 2023, [Harare](#) ; maïs, blé, soja, sucre, coton, tournesol, sorgho, bétail. Elle offre une plateforme réglementée aux agriculteurs,

négociants et acheteurs, facilite la détermination des prix et la réduction des pertes après récolte, et encourage l'agriculture contractuelle et le financement par matières premières.

- (9) *Tanzanie* : [Dar es Salaam Mercantile Exchange \(DME\)](#), [Dar es Salaam](#), 2014 ; tabac, maïs, coton, pois chiches. Le TMX utilise un système de récépissés d'entrepôt et prévoit d'introduire des plateformes de négociation électronique. Actuellement, les transactions se font principalement sur le marché physique.
- (10) *Mozambique* : [Borsa de Mercadorias de Moçambique (BMM)] (en planification) ; Noix de cajou, sucre, tabac
- (11) *Rwanda*: [East Africa Exchange \(EEX\)](#), fondée en 2014, [Kigali](#) ; maïs, haricots, soja, blé, sorgho, riz, thé, café. EAX est une bourse régionale présente dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est. Elle propose des reçus d'inventaire électroniques et favorise l'accès au financement pour les petits exploitants agricoles.
- (12) *Ouganda* : [Uganda Commodity Exchange \(UCE\)](#), 1998, [Kampala](#) ; diverses matières premières agricoles. Les échanges ont été suspendus et la bourse se concentre sur la mise en place d'un système de récépissés d'entrepôt.

Les [bourses de matières premières](#) en [Afrique subsaharienne](#) jouent un rôle essentiel dans le renforcement des structures de marché. Elles y parviennent en facilitant l'accès aux marchés, en améliorant la transparence, en réduisant la volatilité des prix et en intégrant les petits exploitants agricoles aux systèmes économiques formels. Malgré des défis tels que des infrastructures limitées et des besoins de formation limités, ces initiatives démontrent le potentiel de [développement durable](#) du secteur agricole de la région. Il est toutefois important de noter que nombre de ces bourses sont encore en phase de développement ou connaissent des problèmes de liquidité. Le commerce des matières premières agricoles s'effectue souvent via des bourses de matières premières plutôt que via des bourses traditionnelles. Les principaux produits d'exportation en [Afrique de l'Ouest](#) et de [l'Est](#) sont le [cacao](#), le [café](#) et la [noix de cajou](#).

Un fait bien connu concernant le secteur agricole est que les agriculteurs des économies agricoles les plus pauvres sont taxés, tandis que les plus avancées bénéficient de subventions (Tamru, Minten et Swinnen, 2021). Un problème courant pour les agriculteurs des pays en développement est le désalignement des [taux de change](#), qui crée des distorsions dans les incitations agricoles, désavantageant souvent l'agriculture d'exportation. Les politiques de change peuvent avoir des conséquences importantes sur les incitations à l'exportation. Par exemple, les exportateurs de café éthiopiens subissent des pertes en proposant des prix locaux élevés pour le café afin d'accéder à des devises rares. Les prix de gros élevés qui en résultent sont répercutés sur les producteurs, ce qui signifie que les caféiculteurs sont les bénéficiaires involontaires de cette [rente](#). Les agriculteurs, en particulier ceux qui pratiquent l'agriculture d'exportation, reçoivent donc souvent moins d'avantages que si les taux de change reflétaient mieux les conditions du marché. Si les politiques de change peuvent avoir un impact sur le secteur agricole et les zones rurales en général, des recherches ont également montré que la répercussion des taux de change sur les prix locaux (c'est-à-dire la mesure dans laquelle les variations des taux de change se reflètent dans les prix locaux) est incomplète, en particulier dans les pays en développement. La situation en Éthiopie est similaire à celle observée dans d'autres pays (Tamru, Minten et Swinnen, 2021). La création d'une bourse de matières premières, telle que l'ECX, peut bénéficier aux pays à faible revenu et des pays dépendants de l'agriculture qui cherchent à promouvoir leurs exportations. L'Ethiopian Commodity Exchange ([ECX](#)) en est un exemple, ayant stimulé le commerce du café en Éthiopie. Des recherches récentes ont révélé une augmentation substantielle des exportations de café résultant de la création de l'ECX, tant en termes de volume que de destinations (Ambaw, Edjigu et Sim, 2025).

Selon Ngong et al. (2022), la [capitalisation boursière](#) affecte négativement la croissance agricole, tandis que la valeur des actions négociées a un effet positif. Une causalité bidirectionnelle existe entre le travail et la valeur ajoutée agricole, avec un flux de causalité unidirectionnel de la [valeur ajoutée](#) agricole vers la capitalisation boursière et la valeur des actions négociées. Les gouvernements africains devraient promouvoir des initiatives et des stratégies de croissance agricole pour stimuler le développement à long terme des marchés boursiers. Des méthodes efficaces pour encourager le flux de crédit et de liquidités vers les entreprises agricoles par le biais de l'intermédiation boursière devraient également être promues, avec des politiques sans compromis éliminant les goulots d'étranglement qui entravent le flux de crédit vers le secteur agricole. Les gouvernements des économies africaines émergentes devraient augmenter le financement du marché des capitaux, car cela stimulerait considérablement la croissance économique grâce à la valeur ajoutée agricole (Ngong et al., 2022).

Il est essentiel de reconnaître la transmission potentielle des [risques](#) au sein de ces marchés, car elle découle de la forte dépendance du continent aux matières premières et du lien étroit entre performance boursière et progrès économique (Woode, 2024). Le risque se transmet entre les marchés lorsque l'information ne circule ni immédiatement ni complètement. Cela implique que la réaction d'un marché à un sentiment négatif se propage à d'autres marchés, quelles que soient les conditions prévalant. À court et moyen terme, les interdépendances entre les marchés des matières premières et des actions sont faibles, et à long terme, il existe une transmission bidirectionnelle des risques entre tous les marchés échantillonnés. Les banques centrales et les régulateurs des marchés boursiers de ces marchés doivent renforcer et mettre en œuvre des politiques de gestion des risques robustes qui tiennent compte de ces liens. En outre, les gouvernements devraient diversifier l'économie afin de réduire la dépendance aux matières premières, d'améliorer la production et d'accroître la valeur. Cela réduirait la vulnérabilité de la région aux chocs sur les marchés des matières premières et des devises et stimulerait la croissance économique et le développement des marchés boursiers. Compte tenu de la transmission bidirectionnelle du risque entre les marchés des matières premières, des taux de change et les marchés boursiers d'Afrique subsaharienne, en particulier à long terme, les variations des prix des matières premières et des taux de change peuvent affecter la [volatilité](#) des marchés boursiers d'Afrique subsaharienne, en particulier à long terme (Woode, 2024).

**Caricature 3: « ACE peut faciliter un transport sûr et fiable »**



Source: © Tawiah, 2015

Les pays d'[ASS](#) contribuent de manière significative à la [sécurité alimentaire](#) sur le marché international (Arthur, 2025 ; Afonso et Reimers, 2022). Cependant, les chocs externes ont rendu le secteur agricole en ASS vulnérable, affectant les prix des matières premières et la stabilité économique des pays membres. Les taux d'intérêt, les taux de change et le [prix du pétrole brut](#) ont un impact sur les prix des matières premières agricoles dans les pays

d'Afrique subsaharienne. Alors que les prix des [denrées alimentaires](#) devraient augmenter de 14,84 % entre 2022 et 2023, des inquiétudes ont été soulevées quant au bien-être en ASS concernant la montée de la [pauvreté](#), de [l'insécurité alimentaire](#) et des tensions [géopolitiques](#) dans un avenir proche (Afonso et Reimers, 2022). Les prix du pétrole brut et les taux de change ont un impact significatif sur les prix des matières premières agricoles. Cependant, une relation inverse entre les taux d'intérêt et les prix des matières premières agricoles n'a pas pu être observée. Les fluctuations des prix du pétrole brut ont un impact sur les coûts de transport, les prix des intrants et les dépenses globales de production dans le secteur agricole, tandis que les variations des taux de change influencent la dynamique du marché, les coûts d'importation et la [compétitivité commerciale](#). Les pays d'Afrique subsaharienne doivent mettre en œuvre des politiques monétaires équilibrées et des programmes de crédit agricole ciblés, promouvoir les accords commerciaux et monétaires régionaux et encourager l'investissement dans des sources [d'énergie alternatives](#), afin de réduire l'effet des taux d'intérêt, des taux de change et du prix du pétrole brut sur le secteur agricole (Arthur, 2025).

La [finance verte](#) façonne de plus en plus les marchés financiers de l'Afrique subsaharienne, une région historiquement sous-représentée dans les considérations financières mondiales (Mhlanga, 2024). Une évolution fondamentale est en cours vers des pratiques d'investissement durables, avec l'intégration de [critères environnementaux, sociaux et de gouvernance](#) (ESG) dans les processus de décision d'investissement. La finance verte est essentielle pour permettre à l'Afrique subsaharienne d'atteindre ses objectifs de développement durable et de renforcer sa participation au système financier mondial. Il est donc important de mieux comprendre les interconnexions entre durabilité environnementale et développement des marchés financiers (Mhlanga, 2024).

Les politiques gouvernementales ont un impact significatif sur les [infrastructures](#), les marchés et la demande, mais ont un effet moindre sur la gestion des risques et des crises (Salar, Izadi et Pourfakharan, 2025). Les besoins du marché sont reconnus comme de puissants moteurs d'innovation et de développement des infrastructures, tandis que la [technologie](#) et l'[innovation](#) jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des infrastructures. Les [ressources humaines](#) ont un impact significatif sur les infrastructures, mais sont moins efficaces dans la gestion des crises. Les interactions internationales et la durabilité environnementale influencent également la [culture](#) et la [société](#). La chaîne d'approvisionnement est essentielle pour répondre aux demandes du marché, et la culture sociétale joue un rôle dans le développement des infrastructures et les questions environnementales. Ensemble, ces dix facteurs – culture et société, politiques gouvernementales, marché et demande, technologie et innovation, ressources humaines, infrastructures, gestion des risques et des crises, interactions internationales, durabilité et environnement, et chaîne d'approvisionnement – peuvent être considérés comme essentiels à la bourse des matières premières agricoles (Salar, Izadi et Pourfakharan, 2025). L'un des principaux facteurs déclenchant la décision d'introduction en bourse est la [vision](#) du dirigeant de l'entreprise. Cette vision concerne la zone géographique à atteindre, le positionnement concurrentiel ou sectoriel, et les moyens d'y parvenir. Ainsi, une entreprise dirigée par un tel visionnaire a plus de chances d'être cotée en bourse (Kone & N'Dri & Kone (2022).

L'Afrique regorge d'exemples illustrant pourquoi les [matières premières](#) devraient être au cœur des choix stratégiques du continent (Canuto, Emran et Mandri, 2024). Riche en ressources naturelles, notamment minérales, agricoles et énergétiques, le continent est en mesure d'exploiter ces matières premières pour favoriser le progrès et la prospérité. Cependant, le [syndrome hollandais](#) et l'utilisation abusive ou le détournement des ressources, en particulier des matières premières, peuvent conduire le plus souvent à des conséquences catastrophiques plutôt qu'à des résultats positifs. Des questions clés telles que le manque de

liquidité et l'état de préparation des marchés financiers doivent être abordées afin de déterminer si le marché est suffisamment mature pour une éventuelle [financiarisation](#) des matières premières. Le concept de financiarisation des matières premières a suscité une attention mondiale et a suscité un débat sur ses avantages et ses inconvénients potentiels. Des défis tels que les contraintes de liquidité et l'état de préparation des marchés sont apparus comme des obstacles majeurs à son adoption généralisée (Canuto, Emran et Mandri, 2024).

La [volatilité](#) exorbitante des prix affecte les agriculteurs, les consommateurs, les transformateurs et les négociants, ainsi que le système politique (Abdallah, 2024). Elle est susceptible de fausser les décisions de production et d'investissement prises par les agriculteurs et les intermédiaires, entraînant une [allocation inefficace des ressources](#). Les clients pauvres pourraient être contraints de réduire leurs dépenses en nourriture et autres produits. Si cette tendance se poursuit, elle pourrait conduire à une instabilité politique. Une propagation de la volatilité a été constatée entre les prix du pétrole brut et les prix des denrées alimentaires ; différentes ampleurs de volatilité ont été enregistrées, révélant la force de sa persistance. Il existe une forte persistance de la volatilité transmise des prix du pétrole brut aux prix des denrées alimentaires. Cependant, la demande accrue de biocarburants pourrait susciter des inquiétudes quant aux prix des matières premières agricoles, mettant potentiellement en péril la [sécurité alimentaire](#), en particulier dans les pays vulnérables. Les prix mondiaux des céréales ont affiché la plus forte volatilité ; cela peut s'expliquer par l'importance du secteur céréalier dans l'approvisionnement en denrées alimentaires de base dans les pays africains. L'inflation des prix du pétrole étant préjudiciable à la sécurité alimentaire, il est important d'accroître la consommation énergétique de ce secteur en s'éloignant de la dépendance aux combustibles fossiles et en privilégiant une combinaison optimale de ressources énergétiques renouvelables et non renouvelables, ce qui serait bénéfique à la fois pour la sécurité énergétique et alimentaire. Une corrélation positive existe entre les prix à la production agricole et la sécurité alimentaire, ce qui souligne l'importance de développer la production nationale. Il ne suffit pas aux décideurs politiques de mettre en œuvre une politique commerciale ; ils doivent également développer une [politique monétaire](#) pour protéger le pays des fluctuations macroéconomiques et prévenir les crises économiques (Abdallah, 2024).

**Caricature 4:** « *Le paiement en espèces attire l'offre* »

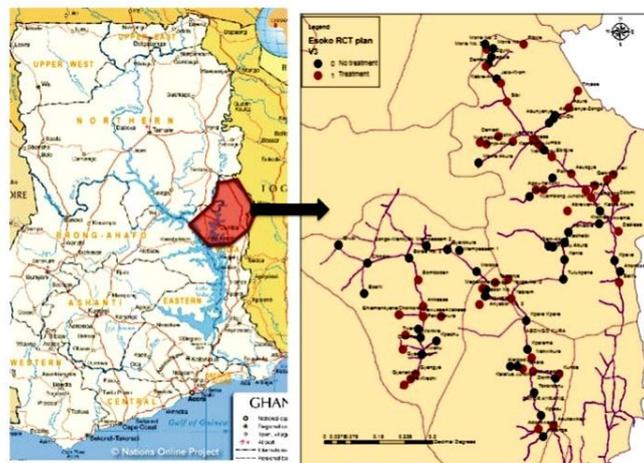


Source: © Robbins, P. et al (2004), p. 5

Les [petits exploitants agricoles d'Afrique subsaharienne](#) et d'autres régions similaires sont confrontés à un problème de développement (Neza, Nyarko et Orozco, 2022). Ce problème

peut se résumer à l'absence de marchés efficaces pour leurs produits. Des innovations telles que les alertes de prix sur [téléphone portable](#), les plateformes de négociation électronique et les marchés nationaux des matières premières pourraient y remédier. Ces trois innovations se ressemblent en ce qu'elles permettent toutes de transmettre des informations aux agriculteurs et à leurs partenaires commerciaux. Cependant, ces informations sur les prix pourraient également être préjudiciables. Par exemple, on pourrait imaginer une situation où la communication d'informations sur les prix à certains agriculteurs pourrait leur porter préjudice. Lorsque les commerçants se rendent compte que certains agriculteurs disposent d'informations supérieures, ils risquent de les éviter et de se tourner vers d'autres. Ces agriculteurs pourraient alors se retrouver sans aucun commerçant dans leurs exploitations. Dans le pire des cas, si aucun commerçant ne vient les voir, leur situation pourrait être bien pire que sans alertes de prix (Neza, Nyarko et Orozco, 2022).

**Graph 1:** Villages de traitement et de contrôle dans les informations sur les prix d'Esoko (Ghana)



Source: © Neza, Keren & Yaw Nyarko & Angela Orozco, 2022:235

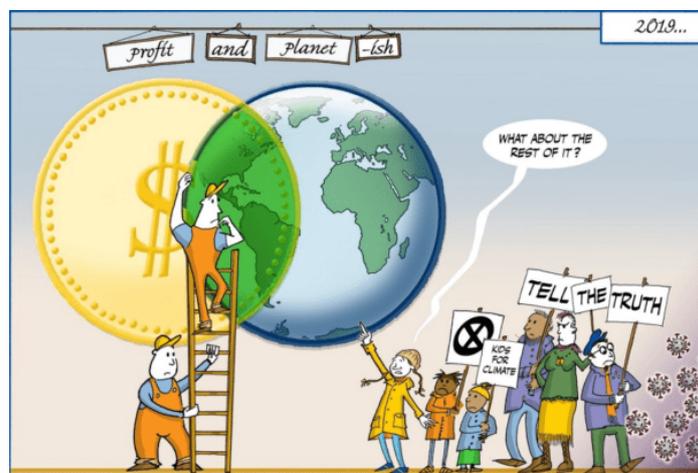
De plus, la technologie peut exacerber les [inégalités](#) entre agriculteurs. Même les innovations introduites pour les aider peuvent les accroître. Par exemple, si les alertes de prix ou les innovations des bourses de marchandises profitent principalement aux agriculteurs déjà aisés, les inégalités peuvent s'accroître. Par exemple, si les alertes de prix profitent principalement à ceux qui produisent l'[igname](#), une culture commerciale, et si ces agriculteurs sont déjà plus riches, comme on peut raisonnablement le supposer, l'innovation profiterait davantage aux agriculteurs aisés qu'aux moins aisés (Neza, Nyarko et Orozco, 2022). De même, on pourrait imaginer que les agriculteurs aisés soient plus susceptibles de s'engager dans la bourse de marchandises. Dans ce cas, l'introduction de l'innovation pourrait également entraîner une augmentation des inégalités. Les questions suivantes se posent pour toute innovation technologique : l'innovation entraînera-t-elle davantage d'inégalités, et ces inégalités sont-elles néfastes ? Par exemple, n'aide-t-elle pas ceux qui nous sont vraiment chers, comme les plus pauvres ? Ou est-elle bénigne ? Par exemple, est-ce qu'un nombre suffisant d'agriculteurs en bénéficient pour que l'inégalité soit sans importance par rapport aux gains plus larges que la technologie permet ? (Neza, Nyarko et Orozco, 2022).

En théorie, des systèmes de réception d'entrepôt ([WRS](#)) fonctionnels, comme les bourses de matières premières agricoles, devraient aider les petits exploitants agricoles africains à accéder aux prêts, réduisant ainsi la pauvreté et améliorant [l'inclusion financière](#) (Aboagye, 2023). Malheureusement, de nombreuses études sur les WRS dans les pays africains ont

conclu que les avantages escomptés ne profitent pas aux petits exploitants agricoles. Les WRS pourraient avoir un impact positif sur la vie des petits exploitants agricoles africains. Cependant, ils doivent être structurés pour répondre aux besoins des petits exploitants agricoles africains. La clé du succès de la mise en œuvre des WRS en Afrique est d'éviter de les reproduire aveuglément comme dans d'autres juridictions. Parmi les facteurs contextuels importants pour l'Afrique, citons la priorité accordée aux entrepôts communautaires plutôt qu'aux entrepôts commerciaux, l'absence de classement des céréales et l'absence de mise en œuvre de dispositifs de gestion des garanties à grande échelle (Aboagye, 2023).

## 2. Études de cas

### Caricature 5: « Banque éthique ? »



Source: © [leadsemantics](#) (LS); Austin, 2020

En [Afrique subsaharienne](#), de nombreux exemples illustrent pourquoi les [matières premières](#) devraient être au cœur des choix stratégiques du continent (Canuto, Emran et Mandri, 2024). Compte tenu de son abondance de ressources naturelles, notamment de minéraux, de produits agricoles et de matières premières énergétiques, le continent est bien placé pour exploiter ces ressources afin de favoriser le progrès et la prospérité. Cependant, comme nous l'avons vu avec le [syndrome hollandais](#), l'utilisation abusive ou le détournement des ressources, en particulier des matières premières, peut le plus souvent conduire à des conséquences catastrophiques plutôt que positives. La financiarisation des matières premières a été introduite dans le monde dès le XIXe siècle et a produit des résultats controversés et alimenté une [inflation](#) supplémentaire (Canuto, Emran et Mandri, 2024).

Depuis les années 1980, un aspect important des [crises financières](#) est devenu évident : elles peuvent naître d'un marché et se propager rapidement à d'autres. Quant aux effets de [contagion](#) sur les marchés boursiers ou les marchés des matières premières d'Afrique subsaharienne, rien n'indique que les crises des marchés développés mondiaux, comme le [Royaume-Uni](#) et les [États-Unis](#), aient eu un impact sur les crises (Akunga, Ahmad et Coleman, 2023). Cependant, des preuves existent d'une contamination par les crises des [marchés émergents](#) ([Chine](#), [Afrique du Sud](#) et [Kenya](#)). L'analyse contingente hors crise souligne l'importance des fondamentaux économiques régionaux, notamment l'inflation et le PIB, dans l'influence de la volatilité des marchés boursiers en Afrique du Sud, au Nigeria et au Kenya (Akunga, Ahmad et Coleman, 2023).

Hors Afrique du Sud, le nombre d'entreprises cotées et la capitalisation boursière en Afrique subsaharienne (ASS) sont restés relativement faibles et pratiquement statiques (Afful, 2018). La croissance des secteurs agricole et des services a légèrement eu des effets négatifs sur le nombre d'entreprises cotées. L'industrie et les services ont une influence positive sur la [capitalisation boursière](#). En revanche, les effets d'externalité et de réseau du secteur des services ont une influence négative sur la capitalisation. Tant la capitalisation que le nombre d'entreprises cotées ont une relation dynamique avec leurs valeurs passées. Un certain nombre d'entreprises cotées pourraient être moins sensibles aux variables du marché (Afful, 2018).

Dans ce qui suit, les bourses de produits agricoles seront étudiées plus en détail en [Afrique subsaharienne anglophone](#). Apparemment, la plus forte implantation et le développement plus marqué des bourses de produits agricoles en Afrique anglophone par rapport à l'Afrique francophone peuvent être attribués à une combinaison de facteurs historiques, économiques, institutionnels et politiques. Cette divergence découle des trajectoires institutionnelles historiques, des politiques monétaires, des systèmes juridiques et des tendances à la libéralisation des marchés. Cependant, à mesure que [l'Afrique francophone](#) s'intègre davantage aux marchés mondiaux et réforme son secteur agricole, les bourses de produits pourraient gagner en popularité à l'avenir.

Voici quelques raisons clés pour lesquelles les bourses de matières premières sont davantage ancrées en Afrique anglophone :

### 1. Héritage colonial et cadres institutionnels

- *Afrique anglophone* : Le [régime colonial britannique](#) a souvent laissé derrière lui des institutions axées sur le marché, notamment des bourses de produits de base (par exemple, l'East Africa Produce Exchange au [Kenya](#) à l'époque coloniale). Après l'indépendance, des pays comme le Kenya, le [Nigeria](#) et [l'Afrique du Sud](#) ont bâti sur ces fondations.
- *Afrique francophone* : La politique [coloniale française](#) était plus centralisée et extractive, axée sur l'exportation de matières premières vers la France sous un contrôle strict (par exemple, via le système du [franc CFA](#) et les offices de commercialisation). Cela a freiné le développement de marchés de produits de base indépendants.

### 2. Politiques monétaires et commerciales

- *Système du franc CFA* : L'utilisation du [franc CFA](#) en Afrique francophone (arrimé à [l'euro](#) et historiquement garanti par la France) a créé un environnement monétaire stable mais rigide. Cela a réduit les risques de change, mais a également limité l'innovation sur les marchés financiers locaux, notamment les bourses de matières premières.
- *Liens commerciaux avec la France* : Les pays d'Afrique francophone ont historiquement orienté leurs exportations agricoles vers la France dans le cadre d'accords préférentiels (par exemple, le [STABEX](#)), réduisant ainsi le besoin d'échanges nationaux compétitifs.

### 3. Environnement juridique et réglementaire

- *Afrique anglophone* : Les systèmes de [common law](#) (hérités de la Grande-Bretagne) sont souvent plus adaptables au développement des marchés financiers, notamment des bourses de matières premières (par exemple, la SAFEX en Afrique du Sud, l'ACE au Kenya et l'AFEX au Nigeria).
- *Afrique francophone* : Les systèmes de [droit civil](#) (issus de la France) tendent à être plus rigides et étatiques, avec un soutien plus faible aux bourses gérées par le secteur privé. Les obstacles bureaucratiques et le contrôle étatique de l'agriculture (par exemple, via les offices de commercialisation) persistent dans de nombreux pays francophones.

### 4. Libéralisation des marchés et privatisation

- *Afrique anglophone* : Des pays comme le [Kenya](#), [l'Ouganda](#) et la [Zambie](#) ont connu une [libéralisation](#) importante de leurs marchés dans les années 1980-1990, démantelant les offices de commercialisation publics et encourageant la participation du secteur privé au commerce des matières premières.

- *Afrique francophone* : La libéralisation a été plus lente et de nombreux pays ont conservé des systèmes de commercialisation contrôlés par l'État (par exemple, la SONAGRIES au [Sénégal](#), l'OPAT en [Côte d'Ivoire](#)), ce qui a limité le développement des échanges privés.

#### 5. Développement du secteur financier

- *Afrique anglophone* : Des secteurs bancaires et des marchés financiers plus solides (par exemple, la [Bourse de Johannesburg](#) et la [Bourse de Nairobi](#)) ont jeté les bases du commerce des produits dérivés sur matières premières.
- *Afrique francophone* : Les marchés financiers sont moins développés, avec moins d'instruments de couverture et de détermination des prix, ce qui rend les bourses de matières premières plus difficiles à maintenir.

#### 6. Langue et intégration régionale

- *Afrique anglophone* : L'[anglais](#) est une langue d'affaires mondiale, ce qui facilite l'attraction des investisseurs internationaux et l'intégration aux marchés mondiaux (par exemple, l'ECX éthiopien, bien que non anglophone, a été influencé par les modèles anglophones).
- *Afrique francophone* : Les pays francophones ont été plus lents à adopter les bourses, bien que des initiatives régionales (par exemple, la [BRVM](#) en [Afrique de l'Ouest](#)) émergent.

#### 7. Réussites et effets d'entraînement

- La [SAFEX](#) d'Afrique du Sud (depuis 1988) et l'ACE du Kenya (depuis 2014) ont servi de modèles à d'autres pays anglophones.
- L'Afrique francophone manque d'exemples aussi probants, bien que la Bourse africaine des matières premières (BAMP) en Côte d'Ivoire soit une tentative récente.

#### 8. Priorités du gouvernement et des donateurs

- *Les pays anglophones* ont souvent bénéficié d'un soutien plus important de la part des donateurs (par exemple, l'[USAID](#) et la [Banque mondiale](#)) pour leurs réformes agricoles fondées sur le marché.
- *Les pays francophones* ont traditionnellement davantage recours à l'intervention directe de l'État ou à l'aide française liée aux structures existantes.

#### Exceptions émergentes

- L'Afrique francophone rattrape son retard, avec des bourses comme BAMP (Côte d'Ivoire) et Ligdiaac ([Sénégal](#)), mais elles restent moins développées que leurs homologues anglophones.

## 2.1 L’Afrique du Sud

**Caricature 6:** « Couverture des céréales : leçons des agriculteurs qui ont bien fait »

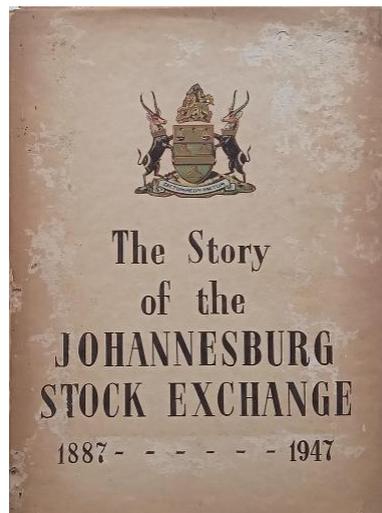


Source: © Staff Reporter, 2019

Depuis que le secteur agricole [sud-africain](#) est passé d'une économie dirigée à un système de marché libre dans les années 1990, les agriculteurs ont dû s'adapter à l'extrême [volatilité](#) du marché des matières premières (Staff Reporter, 2019). La [couverture des risque](#) est un outil précieux pour atténuer ce risque, que les producteurs de maïs peuvent utiliser pour stabiliser les prix. Cependant, pour en tirer profit, il est essentiel d'en comprendre le fonctionnement. La volatilité d'une saison à l'autre, et même au sein d'une même saison, représente un risque pour la rentabilité à long terme des producteurs de [maïs](#). Heureusement, ce risque peut être atténué grâce à la couverture des céréales. La couverture et la [spéculation](#) sont deux choses complètement différentes. Les agriculteurs qui souhaitent mettre en œuvre une stratégie de produits dérivés doivent évaluer soigneusement si elle réduira ou augmentera le risque. Trop souvent, les agriculteurs disposent d'excédents de maïs invendus de la saison précédente, ainsi que d'une récolte en attente, et pourtant ils décident d'acheter des [contrats à terme](#). L'objectif premier d'un contrat à terme en bourse est de réduire le risque pour les agriculteurs. Nombre d'entre eux ignorent encore le coût de plantation de leurs cultures. Comment couvrir efficacement vos céréales si vous ignorez leur valeur ? Avant le début de la saison, estimez les coûts liés à la mise en terre et à la récolte. Une fois ces informations obtenues, vous pouvez définir un seuil de déclenchement pour protéger vos profits. Pour ce faire, calculez le prix auquel vous seriez prêt à vendre votre récolte, en tenant compte des coûts totaux et du rendement attendu. Le seuil de déclenchement correspond essentiellement au prix auquel un profit peut être réalisé. Dès que les prix atteignent ce niveau, commencez à couvrir vos risques. Cela vous aidera à apaiser vos émotions, à éliminer les risques et à protéger vos profits. Il n'est pas nécessaire de reporter vos stocks à l'année suivante à chaque fois. Si vous atteignez votre seuil de déclenchement et que vous pouvez réaliser un profit intéressant, éliminez le risque (Journaliste, 2019). Les bourses de matières premières constituent un autre outil.

[L'Afrique du Sud](#) abrite la South African Futures Exchange ([SAFEX](#)), la plus grande bourse de matières premières d'Afrique. Depuis 2000, elle a négocié plus de cent mille contrats par mois (Canuto, Otaviano, Emran et Mandri, 2024). Créée à l'origine comme plateforme de négociation de devises en 1988, la SAFEX a introduit les contrats à terme agricoles en 1995, en prévision de la déréglementation attendue du commerce agricole, notamment la suppression des achats à prix fixe et des offices de commercialisation.

**Graph 2:** « L'histoire de la Bourse de Johannesburg, 1887-1947 »



Source: © Committee of the JSE, 1948

La [SAFEX](#) propose actuellement des contrats pour le [maïs](#) blanc et jaune, le [blé](#) tendre, les graines de [tournesol](#) et le [soja](#). Les prix de la SAFEX constituent une référence importante pour le commerce des céréales dans plusieurs pays voisins (Canuto, Otaviano, Emran et Mandri, 2024). Le négoce des matières premières sur la SAFEX est organisé par une nouvelle division des marchés agricoles, qui a rapidement attiré 84 membres qui ont collectivement apporté un capital de départ d'un million de dollars américains à la bourse. La bourse a été créée sous la forme d'une [organisation mutuelle à but non lucratif](#). Ses plateformes de négociation et de compensation étaient les mêmes que celles utilisées pour les produits financiers de la SAFEX.

En 2001, la SAFEX a été rachetée par la [Bourse de Johannesburg](#) (une société à but lucratif cotée en bourse), mais a conservé sa marque (Canuto, Otaviano & S. Emran & B. Mandri (2024)). Cependant, la division de négoce de matières premières a été rebaptisée Division des produits agricoles. La SAFEX a initialement démarré avec des contrats à terme sur le [bœuf](#) et les [pommes de terre](#), tous deux réglés en espèces, mais tous deux ont échoué et ont été radiés de la cote deux ans plus tard (Canuto, Otaviano & S. Emran & B. Mandri (2024)).

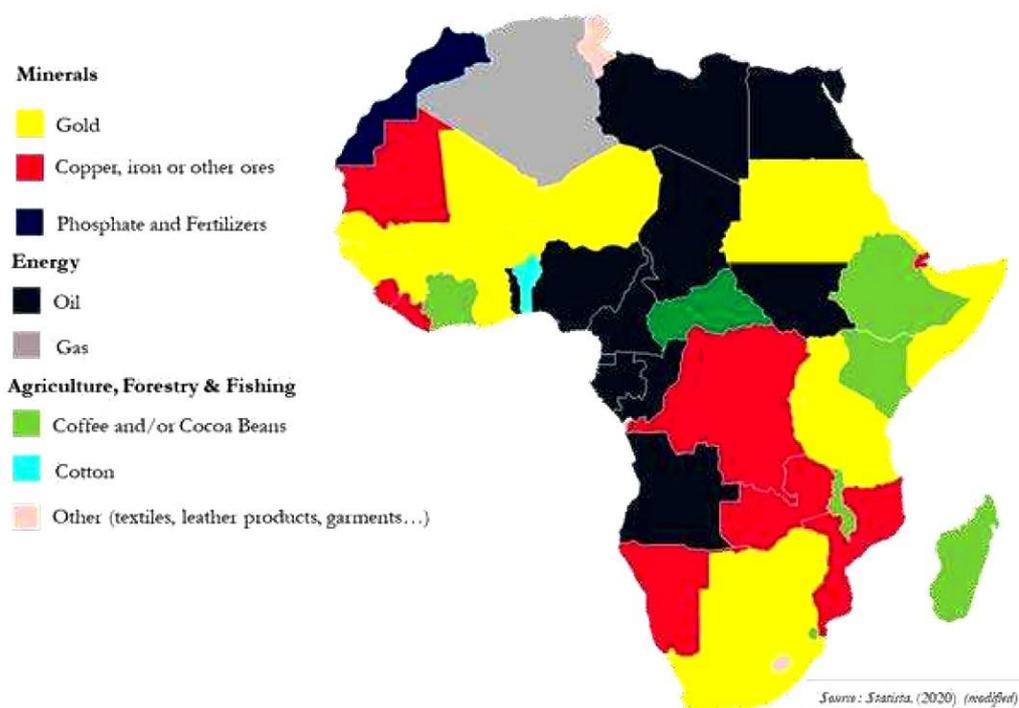
Le premier contrat réussi de la SAFEX, un contrat à terme sur le [maïs blanc](#), principale culture de base du pays, a été lancé en mai 1996, parallèlement à un contrat sur le maïs jaune. Les dispositions de la loi de 1996 sur la commercialisation agricole devaient entrer en vigueur le 1er janvier 1997, et le secteur céréalier avait besoin de nouveaux mécanismes. La SAFEX a relevé le défi en concevant ses contrats autour d'un système de livraison robuste et en utilisant des [récépissés](#) de [silo transférables](#). Cela a simultanément créé un environnement propice aux transactions au comptant et à terme. Le maïs blanc représente toujours la plus grande part des échanges sur la bourse, représentant environ 40 % de la valeur totale négociée. Les contrats à terme sur le blé ont été ajoutés lors de la déréglementation de la Commission du blé en 1997. Les contrats d'option sur le maïs et le blé ont été introduits en 1998. Le volume des échanges pour le maïs est désormais 15 à 20 fois supérieur au volume de production, tandis que pour le blé, il est 8 à 10 fois supérieur. D'un point de vue international, ces chiffres sont normaux. Les contrats à terme et les options sur les graines de tournesol ont été introduits en 1999. En 2000, un deuxième contrat sur le maïs blanc a été mis en place pour du maïs de qualité inférieure à

celle spécifiée dans le contrat initial. Ce contrat a été interrompu fin 2002, mais réintroduit mi-2006 (Canuto, Otaviano, Emran et Mandri, 2024).

Dans la quête de développement économique des pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, l'accent est souvent mis sur les [zones rurales](#) et, en particulier, sur leurs [agriculteurs](#) (Nyarko, 2025). Après tout, ces [paysans](#) constituent à la fois la majeure partie de la population et souvent la tranche la plus pauvre de celle-ci. Nombreux sont ceux qui pensent que la réforme du secteur agricole pourrait constituer un tremplin vers le développement économique plus large de ces pays. Cependant, les principaux problèmes concernent la relation entre les secteurs formel et [informel](#) des marchés du crédit rural, les conséquences des interventions gouvernementales sur les marchés du crédit formel, ainsi que l'imperfection de ces marchés. Un entrepreneur-prêteur peut facilement faire valoir ses droits en déduisant la valeur des récoltes qui lui sont vendues ou par son intermédiaire. Dans les villes dotées de marchés de produits de base bien organisés, les commerçants peuvent parfois coopérer à l'application de la loi (Nyarko, 2025).

Selon Akunga, Ahmad et Coleman (2023), il n'existe aucune preuve de [contagion](#) aux marchés d'Afrique subsaharienne des crises survenant sur les marchés mondiaux développés tels que le Royaume-Uni et les États-Unis. Cependant, il existe des preuves de contagion des crises sur les marchés émergents (Chine, Afrique du Sud et Kenya). L'analyse contingente hors crise souligne l'importance des fondamentaux économiques régionaux, notamment l'inflation et le PIB, dans l'influence de la volatilité des marchés boursiers en Afrique du Sud, au Nigeria et au Kenya (Akunga, Ahmad et Coleman, 2023).

**Graph 3:** Principales exportations de matières premières par pays africain



Source: Nyarko, 2025: 10

## 2.2 Nigeria

**Caricature 7:** *Ours contre taureau est le nom du jeu!*



Source: © JHFP, Jason Hawthorn Financial Planning

Il existe une préoccupation croissante concernant la façon dont les différents marchés boursiers réagissent à la diversité des informations comptables divulguées, ce qui est de la plus haute importance pour les investisseurs (étrangers) et les autres acteurs des marchés boursiers et des matières premières (Alade, 2025). Les cours des actions sur le marché boursier du [Ghana](#), par exemple, sont moins dispersés que ceux du [Nigeria](#). Le bénéfice par action et la valeur comptable des capitaux propres par action expliquent conjointement les variations significatives du cours des actions des sociétés cotées sur les marchés boursiers du Ghana et du Nigeria, mais davantage pour les grandes entreprises des deux marchés et davantage pour les entreprises financières et non financières au Ghana et au Nigeria respectivement. Les informations comptables sont plus pertinentes en termes de valeur dans le groupe boursier du Nigeria que sur le marché boursier du Ghana, sur la base du coefficient des paramètres et des pouvoirs explicatifs. Ces résultats ont des implications pour les investisseurs étrangers, les régulateurs du marché et les autres acteurs du marché boursier (Alade 2025).

**Graph 4:** *Flux de travail numérique d'intégration SCM-finance  
De la récolte au décaissement du crédit*



Source: © Alawode & Chiam, 2024: 95

Les marchés structurés de [matières premières](#) (MSC) sont essentiels à la formalisation des transactions sur les marchés agricoles [informels](#) (Alawode et Chiam, 2024). Grâce aux récépissés d'entrepôt, les petits exploitants agricoles peuvent accéder aux liquidités post-récolte et participer aux ventes à terme, réduisant ainsi leur dépendance aux conditions

défavorables du marché. L'innovation numérique, notamment l'utilisation de [plateformes mobiles](#) interopérables et d'évaluations de crédit basées sur la [fintech](#), améliore l'accessibilité et la traçabilité, même dans les zones aux infrastructures limitées. Ces systèmes multiplient leur potentiel inclusif lorsqu'ils sont alignés sur les banques coopératives locales, les institutions de microfinance et les programmes de développement rural. L'association des systèmes de récépissés d'entrepôt aux échanges structurés a sensiblement amélioré le pouvoir de négociation des agriculteurs, l'inclusion financière et l'efficacité du marché. Les principaux facteurs de réussite des liens MSC-finance sont les plateformes numériques interopérables, les mécanismes de partage des risques et les cadres politiques inclusifs. Cependant, des [partenariats public-privé](#) coordonnés sont nécessaires pour résoudre les problèmes d'inégalité d'accès et d'évolutivité (Alawode et Chiam, 2024).

Le commerce des matières premières a influencé le bien-être économique des Nigériens (Akidi, Cooley et Olise, 2025). Les exportations nettes de produits agricoles et manufacturiers ont eu des effets favorables et substantiels sur l'indice de développement humain au Nigeria à court et à long terme, tandis que les exportations nettes de produits miniers et de carrières ont eu des effets favorables mais insignifiants à long terme. Cependant, leurs résultats décalés d'un an ont eu un impact favorable et substantiel sur [l'indice de développement humain](#), et les exportations nettes de services ont eu des effets favorables mais insignifiants à long terme, ainsi que des effets favorables et substantiels à court terme. Par conséquent, le commerce net des matières premières contribue de manière importante à l'amélioration du bien-être économique au Nigeria. Il est donc suggéré que le gouvernement mette en œuvre des politiques qui favorisent la [diversification](#) de la base d'exportation du Nigeria en encourageant les investissements réels multisectoriels pour élargir la chaîne de valeur et améliorer la balance commerciale (Akidi, Cooley et Olise, 2025).

La [Bourse des matières premières du Nigeria](#) (NCX) est (avec la Bourse Nigérienne) l'une des deux principales bourses du Nigeria ([Abuja Securities and Commodities Exchange](#), Wikipédia). Elle est située à [Abuja](#), la capitale du pays, et a été fondée en 1998. La NCX est principalement active dans le négoce de matières premières telles que le maïs, le sorgho et le mil, par opposition au négoce de titres tels que les obligations et les actions de sociétés. La Bourse des matières premières du Nigeria a finalisé son projet de mise en place d'un système d'information de marché pour 12 marchés de matières premières du pays. La directrice générale de la NCX, Mme Zaheera Babaari, a déclaré en décembre 2020 que dans les prochains mois, les systèmes d'information de marché des 12 principaux marchés seraient reproduits dans les 36 États, ce qui permettrait aux citoyens d'obtenir des informations sur les prix des matières premières ainsi que sur la production agricole ([Abuja Securities and Commodities Exchange](#), Wikipédia).

Les bourses de produits agricoles Nigériennes traitent, par exemple, du blé, du maïs, du soja, du café, du coton, et les marchés du bétail, des bovins et des porcins (Cowrywise, 2025). Les avantages d'une bourse de produits sont les suivants :

1. *Diversification du portefeuille* : La bourse des matières premières offre une classe d'actifs supplémentaire pour la diversification du portefeuille, réduisant ainsi le risque d'investissement global et améliorant les rendements à long terme.
2. *Découverte des prix* : La transparence des échanges sur les bourses de matières premières facilite une découverte efficace des prix, reflétant les fondamentaux du marché en temps réel et favorisant une valorisation équitable.
3. *Portée mondiale* : Les bourses de matières premières opèrent à l'échelle mondiale, offrant un accès à un large éventail d'opportunités d'investissement sur les marchés internationaux.

4. *Couverture contre l'inflation* : les matières premières comme les métaux précieux servent de couverture efficace contre l'inflation, préservant le pouvoir d'achat en période d'incertitude économique.

5.

Key Players in a Commodity Market are:

- *Producteurs* : Les bourses de matières premières sont utilisées par les agriculteurs, les mineurs et autres producteurs comme outil de gestion des risques, de couverture des prix et de source de revenus futurs.
- *Négociants* : Les spéculateurs et les investisseurs participent activement au marché des matières premières pour capitaliser sur les fluctuations de prix, en cherchant à réaliser des profits en achetant à bas prix et en vendant à prix élevé.
- *Consommateurs* : Les industries et les consommateurs utilisent les bourses de matières premières pour se procurer des matières premières à des prix compétitifs, garantissant ainsi l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et l'optimisation des coûts.

La Bourse des matières premières du Nigeria (NCX) est la plus grande bourse de matières premières du Nigeria et du reste de [l'Afrique de l'Ouest](#). Soutenue par l'État, elle a été créée pour faciliter le commerce d'une large gamme de matières premières, notamment des produits agricoles comme la noix de cajou, le gingembre, le soja, le sorgho et l'arachide, ainsi que des produits dérivés financiers et des minéraux solides. Son offre est conçue pour offrir de la valeur à tous les acteurs des secteurs agricole et extractif. Elle se concentre sur la facilitation des échanges, la détermination des prix, les solutions de stockage, le contrôle qualité et les systèmes de gestion des petits exploitants agricoles. Ses cultures phares sont :

- Noix de cajou
- Grains de café
- Coton
- Maïs
- Millet
- Riz
- Sésame
- Sorgho
- Soja
- Blé

Outre le NCX, il existe la Bourse des matières premières et des contrats à terme de [Lagos](#) (LCEF). La LCEF propose une plus grande variété de matières premières, notamment des produits agricoles, du pétrole et du gaz, des devises et des minéraux solides. Bien qu'elle ne soit pas la plus importante pour les produits purement agricoles, sa gamme plus large pourrait la positionner comme une bourse globale de plus grande envergure.

Afin d'améliorer l'efficacité de la commercialisation agricole via le système de bourse des produits au Nigeria, il est important de garder à l'esprit les éléments clés de son histoire. Autrefois, le [marché informel](#), caractérisé par le commerce au [marché noir](#), la [contrebande](#), la [thésaurisation](#), le [marchandage](#), l'absence de normes et le [gaspillage](#) pendant les périodes de récolte, ainsi que la médiocrité des infrastructures, a dominé l'agriculture Nigérienne. Cela a entravé le développement agricole et économique (Issa, Fajana et Bidoli, 2011). Cela a affecté à la fois les intrants et les extrants agricoles, ainsi que les produits commercialisés et non commercialisés. Depuis la suppression du « commodity board » en 1987, le désordre qui règne au Nigeria a fait de l'agriculture une activité plus risquée et plus instable, laissant les exploitants agricoles dans l'ignorance quant à la production, au moment et au lieu de

production, à la manière de se procurer les intrants et aux prix justes (Issa, Fapojuwo et Bidoli, 2011).

L'introduction d'un système de bourse de marchandises était censée améliorer considérablement le marché des produits agricoles (Issa, Fapojuwo et Bidoli, 2011). On supposait qu'il stimulerait la production agricole et l'utilisation des intrants et autres ressources. Un approvisionnement régulier en matières premières destinées à l'industrie serait assuré, favorisant ainsi le développement économique global. L'adoption d'une bourse de marchandises était également censée éliminer les diverses inefficacités qui caractérisent le marché Nigérian. Cependant, l'amélioration des systèmes de commercialisation nécessite un secteur privé robuste, soutenu par des cadres politiques et législatifs appropriés, ainsi que des services de soutien gouvernementaux efficaces. Ces services pourraient inclure la fourniture d'infrastructures et d'informations sur les marchés, des formations en commercialisation à tous les niveaux et des services de [vulgarisation agricole](#) pour conseiller les agriculteurs sur la commercialisation (Issa, Fapojuwo et Bidoli, 2011).

En [Afrique subsaharienne](#), notamment au [Ghana](#) et au [Nigeria](#), les clients ont adapté ou adopté avec succès le modèle KACE MILS, qui fournit aux petits exploitants agricoles des informations fiables et actualisées sur les marchés et des services de mise en relation avec ceux-ci. Selon Ajakaiye et Olomola (2011), l'appartenance à un groupement d'agriculteurs a un effet positif sur l'adoption de nouvelles variétés. Par exemple, elle a augmenté la probabilité d'adopter des variétés améliorées de [niébé](#) à double usage (IDPC) d'environ 14,2%, ainsi que l'intensité d'adoption (ratio de la superficie IDPC sur la superficie totale de niébé) d'environ 0,31. Cela indique que la participation à des groupements de producteurs a un impact plus fort sur la facilitation de l'adoption des technologies.

Ce n'est qu'au début des années 1990 que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, comme le Nigeria, le Ghana et l'Afrique du Sud, ont commencé à promouvoir les bourses de produits agricoles. Ces initiatives ont été approuvées par les décideurs politiques continentaux lors de la deuxième session extraordinaire des ministres africains du Commerce, qui s'est tenue à [Arusha](#) en novembre 2005. L'accent mis sur le développement d'institutions de marché, telles que les bourses de produits, est apparu après la libéralisation des marchés agricoles dans la plupart des pays africains. Auparavant, les systèmes de commercialisation agricole de la plupart des pays africains étaient caractérisés par une intervention gouvernementale généralisée (Ajakaiye et Olomola, 2011).

L'Abuja Securities and Commodity Exchange ([ASCE](#)) est une bourse au comptant promue et largement financée par le gouvernement Nigérian, qui a fourni des locaux, des véhicules, du matériel de bureau et des fonds pour les dépenses courantes, y compris les salaires de son importante équipe de direction (Ajakaiye et Olomola, 2011). Comme c'était le cas de l'UCE avant 2006, la bourse exploite un système de négociation dépourvu de mécanisme de livraison crédible. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ait eu du mal à atteindre des volumes d'échanges significatifs. Entre juillet 2006 et le premier trimestre 2009, l'ASCE a négocié un total de 2,874 tonnes de sorgho, de maïs, de niébé, de mil et de soja, pour une valeur légèrement inférieure à 400 000 dollars américains. Cela représentait une infime fraction (0,12 %) de la demande annuelle de cacao et de ces matières premières de la part des acheteurs formels (c'est-à-dire les utilisateurs finaux industriels). Les investissements en capital des gouvernements et des donateurs dans la création de bourses nationales de produits agricoles en Éthiopie, au Nigeria et en Ouganda ont largement éclipsé les contributions privées (Ajakaiye et Olomola, 2011).

En 2016, une évaluation du modèle de la Bourse des matières premières [d'Abuja](#) pour la commercialisation et le développement des marchés agricoles au Nigeria a révélé que la Bourse en était encore à ses balbutiements, n'existant que depuis sept ans (Raji, 2016). Elle devait encore étendre sa portée à certains domaines importants sur le plan environnemental, tels que la diffusion d'informations sur les marchés aux producteurs agricoles, la mise à disposition d'un entrepôt de vulgarisation au niveau local et l'offre d'un service de prévisions météorologiques aux agriculteurs afin d'améliorer la production et la productivité. De plus, le champ d'action de la Bourse des matières premières d'Abuja ne se limite pas aux seules matières premières agricoles, ce qui freine la spécialisation et l'efficacité. Il s'agit d'un obstacle majeur, car le pays ne dispose pas des infrastructures et des ressources humaines nécessaires à la centralisation (Raji, 2016). L'agriculture était autrefois une source majeure de production alimentaire, de matières premières et d'emplois, ainsi qu'un moyen par lequel le gouvernement générait des revenus substantiels avant le [boom pétrolier](#) de la fin des années 1950, qui a progressivement relégué au second plan la contribution des matières premières d'exportation non pétrolières. Cela est démontré par la chute drastique en 2000, de 3,41 % en 1998 à 1,19 %, atteignant un niveau historiquement bas de 0,52 % (Raji, 2016).

Deux institutions clés pour les bourses de matières premières et le développement des matières premières Nigériennes sont le Conseil de recherche et de développement des matières premières ([RMRDC](#)) et la Bourse des matières premières du Nigeria (CEN) (Ike-Muonso, 2024). Tandis que le RMRDC se concentre sur la recherche et l'optimisation des matières premières à usage industriel, le CEN sert de plateforme pour un commerce efficace, la détermination des prix et la gestion des risques. Ensemble, ces institutions fournissent un modèle pour exploiter les matières premières Nigériennes au service de la transformation économique. Le Nigeria abrite trois grandes bourses de matières premières : la Bourse Nigérienne des matières premières (NCX), la Bourse des matières premières et des contrats à terme de Lagos (LCFE) et l'AFEX Commodities Exchange Limited (AFEX). Ces bourses facilitent le commerce des produits agricoles, des minéraux solides et des minéraux énergétiques, favorisant la transparence, l'équité et l'efficacité. Leurs plateformes connectent les producteurs aux marchés, aidant les agriculteurs, les mineurs et les autres parties prenantes à obtenir des prix compétitifs. Cette structure atténue les inefficacités du marché et encourage une production accrue, jetant ainsi les bases du développement durable des matières premières industrielles (Ike-Muonso, 2024).

Le Programme de transformation agricole ([ATA](#)) du Nigeria risque de ne pas atteindre ses objectifs si les interactions intergouvernementales et interinstitutionnelles ne sont pas comprises et coordonnées lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes ATA, en particulier ceux en cours d'élaboration (Olomola, 2015). Malheureusement, les décideurs politiques Nigériens ne reconnaissent toujours pas les interactions entre les trois niveaux de gouvernement comme un enjeu majeur pour affiner et renforcer la conception du processus de transformation. Aucun niveau de gouvernement ne peut, à lui seul, créer un environnement permettant aux agriculteurs et aux autres bénéficiaires des initiatives ATA de bénéficier au maximum des avantages possibles. Sans l'implication significative d'un niveau de gouvernement particulier, la mise en œuvre des programmes peut être lourde de retards et engendrer des coûts évitables. Cela pourrait compromettre la pérennité de l'ATA (Olomola, 2015).

Les bourses de matières premières, qui ont échoué au Nigeria et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne comme la Zambie, l'Ouganda, le Zimbabwe et le Kenya, présentaient le même défaut : une [approche descendante](#). Une approche capable d'attirer des bailleurs de fonds étrangers, mais incapable d'améliorer les pratiques agricoles et de développer les réseaux de transport et de communication (Liesdek, 2017).

Pourtant, l'émergence des [plateformes TIC](#) basées sur l'ordinateur et Internet offre une plateforme d'échange de produits agricoles (Ebe, F.E. et al, 2022). L'utilisation des TIC n'a cessé de progresser au cours des dix dernières années et le nombre de personnes connectées à Internet via des appareils fixes ou mobiles augmente rapidement, les agriculteurs africains, en particulier les jeunes, n'étant pas en reste dans cette explosion des TIC. Le [téléphone portable](#) (88,89 %), [Internet](#) (58,33 %), la [radio](#) (52,22 %), [l'ordinateur](#) (55,56 %), les [médias sociaux](#) (66,67 %), [Facebook](#) (58,33 %) et [YouTube](#)/vidéos en ligne (58,33 %) étaient les outils TIC les plus couramment utilisés dans l'agriculture. La participation des jeunes aux activités de la [chaîne de valeur](#) agricole est une entreprise à haut rendement, car le revenu, le coût et le rendement moyens pour les jeunes dans différentes activités de la chaîne de valeur étaient de ₦ 486 203,61, ₦ 166 433,33 et ₦ 319 770,3. Par conséquent, le gouvernement devrait allouer des fonds suffisants aux activités agroalimentaires menées par des jeunes (hommes et femmes) afin de leur permettre d'acquérir les infrastructures TIC nécessaires. Les jeunes devraient également suivre une formation continue en TIC (Ebe, F.E. et al., 2022).

Plusieurs [politiques agricoles](#) ont été adoptées et mises en œuvre au fil des décennies au Nigeria, mais le secteur agricole n'a pas encore exploité pleinement son potentiel et n'a pas encore apporté le développement souhaité au pays (Ifeoma, 2019). La politique actuelle, connue sous le nom de Politique de promotion agricole ([APP](#)), devrait libérer le potentiel du secteur, réduire la dépendance aux exportations de pétrole brut et stimuler la croissance de l'économie Nigériane. L'analyse de la [APP](#) montre que cette politique reconnaît les contraintes inhérentes à l'entrepreneuriat dans le secteur et met tout en œuvre pour fournir des politiques claires sur la manière de les surmonter. Cette politique privilégie le partenariat avec le secteur privé et la [libéralisation des marchés](#) des [intrants](#) et des produits agricoles, prend en compte les différences de [genre](#) et d'âge et reconnaît la nécessité de développer les infrastructures, notamment dans les [zones rurales](#), afin de créer un environnement propice aux opportunités entrepreneuriales, entre autres (Ifeoma, 2019).

## 2.3 Ghana

**Caricature 8:** « ACE formera et sensibilisera les agriculteurs »



Source: © Tawiah, 2015

En 2015, la [Banque du Ghana](#) (BoG) a introduit le Système de récépissés d'entrepôt ([WRS](#)) pour fournir des financements dans le pays (Tawiah, 2015). Dans le cadre de ce système, les prêts sont accordés sur la base de biens ou de matières premières détenus en fiducie comme garantie. Selon la BoG, cette initiative vise à résoudre les problèmes liés à l'absence d'une bourse nationale des matières premières développée et à stabiliser le système financier du pays. Les acteurs du marché sont censés émettre des bons de souscription adossés à des matières premières ([CBWs](#)) pour financer leurs opérations, ces instruments étant une condition préalable à la création de bourses des matières premières. Cette initiative élargira les frontières du système bancaire et établira l'infrastructure financière nécessaire au fonctionnement des bourses des matières premières proposées. À l'époque, le marché ghanéen des matières premières était sous-développé, seuls le [cacao](#) et le [pétrole brut](#) disposant d'infrastructures de marché bien structurées pour faciliter les échanges. L'absence de bourse des matières premières a entravé le commerce intérieur de ces matières premières, avec des problèmes de fixation des prix et de transparence comme conséquences majeures (Tawiah, 2015).

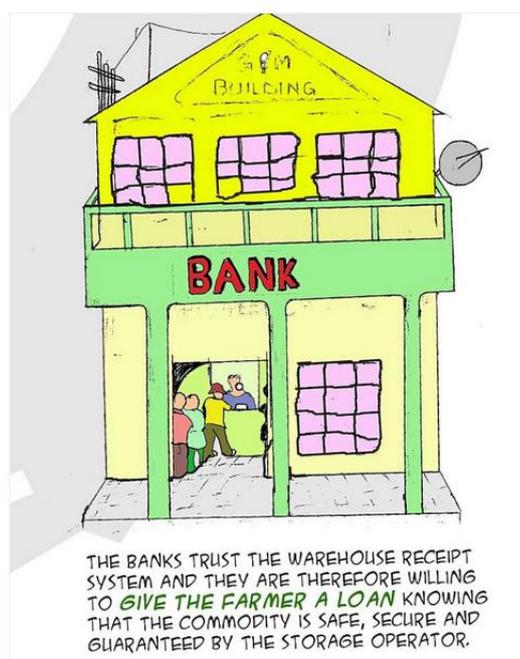
**Graph 5:** Qu'est-ce que la bourse des matières premières du Ghana (GCX)



Source: © Owoo, 2021

Les études de cas sur la participation des petits producteurs de [maïs](#) à la Bourse des matières premières du Ghana ont révélé une participation modeste, avec environ 44 % des agriculteurs participants (William, 2022). Étonnamment, ils négocient environ 72 % de leur production. L'étude a révélé que la décision des petits exploitants agricoles de participer aux échanges de marchandises est influencée par des facteurs tels que l'âge, le sexe, la taille de l'exploitation, le régime foncier, l'accès aux services de vulgarisation et au crédit, ainsi que la quantité de maïs récolté, la taille du ménage et l'exposition au risque de prix au Ghana. Ces résultats impliquent que les petits exploitants agricoles s'engageraient davantage sur le marché des produits si la taille de l'exploitation, la proportion de terres agricoles possédées, l'accès aux services de vulgarisation et au financement, et la quantité de maïs récolté étaient augmentés, tandis que le risque de prix sur la GCX était réduit. Afin d'encourager les agriculteurs à participer aux échanges d'échange, l'exposition au risque de prix sur la bourse devrait être priorisée et réduite (William, 2022).

**Caricature 9:** « *Les banques font confiance au récépissé d'entrepôt* »



Source: © Tawiah, 2015

On s'inquiète de plus en plus de la façon dont les différents marchés boursiers réagissent aux diverses formes de divulgation d'informations comptables, qui sont de la plus haute importance pour les investisseurs et les autres acteurs du marché boursier (Alade, 2025). Les analyses ont montré que les cours des actions sur le marché boursier ghanéen sont moins dispersés que sur le marché boursier Nigerian. Le bénéfice par action et la valeur comptable des capitaux propres par action expliquent conjointement les variations significatives des cours des actions des sociétés cotées sur les marchés boursiers ghanéen et Nigerian, mais dans une plus grande mesure pour les grandes entreprises et pour les sociétés financières et non financières au Ghana et au Nigeria respectivement. De plus, les informations comptables sont pertinentes pour la valeur sur les deux marchés boursiers, mais le bénéfice par action a un effet positif, tandis que la valeur comptable a un effet inverse sur les deux marchés (Alade, 2025).

Dans la quête de développement économique des pays en développement, et en particulier de l'Afrique subsaharienne, l'accent est souvent mis sur les [zones rurales](#), et plus particulièrement sur leurs [agriculteurs](#). Après tout, ces derniers constituent à la fois la majeure partie de la

population et, souvent, les segments les plus pauvres de la population. Nombreux sont ceux qui estiment qu'une réforme du secteur agricole pourrait constituer un tremplin vers un développement économique plus large de ces pays (Nyarko, 2025).

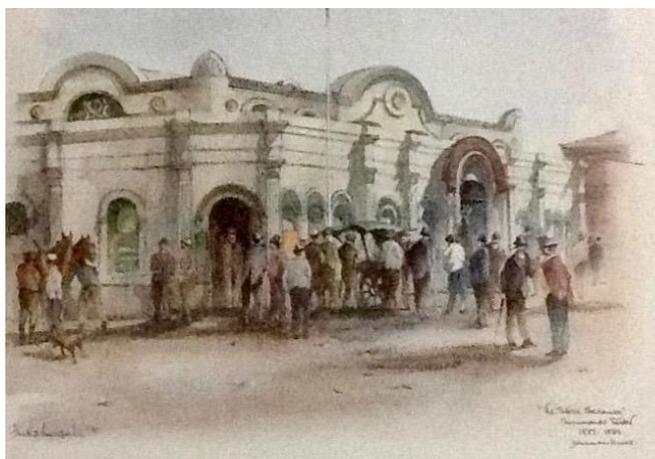
**Caricature 10:** « *L'agriculteur reçoit le solde* »



Source: © Tawiah, 2015

### 3. Conclusion

**Graph 6:** « Dessin de Bawcombe représentant la première bourse de Johannesburg »<sup>4</sup>



Source: © Munro, 2019

Les bourses de matières premières agricoles ([BMA](#)) en Afrique subsaharienne ([ASS](#)) présentent un potentiel considérable pour améliorer l'efficacité des marchés, réduire la [volatilité](#) des prix et renforcer la [sécurité alimentaire](#) en connectant les [petits exploitants agricoles](#) à des marchés structurés. Cependant, leur efficacité repose sur la résolution des contraintes structurelles et la garantie d'une participation inclusive. Malgré des défis tels que l'insuffisance des infrastructures, l'accès limité au financement et la faiblesse des cadres réglementaires, des modèles performants comme [l'ECX éthiopien](#) et la [SAFEX](#) sud-africaine démontrent leur viabilité. Les BMA peuvent faciliter la détermination des prix, réduire les pertes après récolte et encourager l'investissement grâce à des contrats standardisés et des outils de gestion des risques. Cependant, leur évolutivité dépend du soutien politique, de l'adoption de technologies (par exemple, les [plateformes numériques](#)) et de la [formation des agriculteurs](#). Des interventions stratégiques visant à lever les contraintes systémiques pourraient libérer le rôle transformateur des BMA dans le développement agricole de l'ASS.

Les [BMA](#) améliorent la stabilité des prix et réduisent les pertes après récolte grâce à des marchés structurés. Cependant, la participation des paysans est limitée en raison d'obstacles à l'entrée importants (normes de qualité, manque d'infrastructures, etc.). Le succès des [BMA](#) dépend de politiques de soutien, de l'intégration numérique (plateformes mobiles, etc.) et de la formation des agriculteurs.

Un cadre théorique plus détaillé pour les études sur les [BMA](#) engloberait, premièrement, [l'économie institutionnelle](#), qui analyse comment les [BMA](#) réduisent les coûts de transaction, atténuent [l'asymétrie d'information](#) et garantissent le respect des contrats. Deuxièmement, il intégrerait la [théorie de la microstructure du marché](#) pour explorer la formation des prix, la liquidité et le rôle des intermédiaires dans les [BMA](#). Troisièmement, il intégrerait [l'économie du développement](#), qui considère les [BMA](#) comme des outils de réduction de la pauvreté et d'intégration des petits exploitants agricoles aux marchés formels.

---

<sup>4</sup> Philip William Bawcombe (1906-2000), designer industriel et artiste de guerre officiel sud-africain pendant la Seconde Guerre mondiale, qui a également produit des collections acclamées de peintures illustrant les villes de Johannesburg et de Kimberley, en Afrique du Sud ([Philip Bawcombe](#), Wikipedia)

## Bibliographie:

- Aboagye**, Anthony (2023): [Structuring African warehouse receipt systems to succeed](#). *Athens journal of business & economics*, vol. 9 (4), pp. 475 – 492
- Abdallah**, Marwa Ben (2024): [Factors of food security: agricultural price transmission and volatility spillovers](#). PhD, Hungarian Univ. of Agric. And Life Sciences, Gödöllő, Hungary, 54 p.
- Afful**, Kofi (2018): [Does the structure of SSA economies explain their low stock market capitalization and small number of listed companies? A dynamic panel analysis](#). *Journal of Economics and Sustainable Development*, vol.9 (10), pp. 145-152
- Afonso**, A. & M. **Reimers** (2022): [Does the introduction of stock exchange markets boost economic growth in African countries?](#) *Journal of Comparative Economics*, pp. 1-95
- Ajakaiye**, D.O. & A.S. **Olomola** (2011): [Developing agricultural commodity markets for improved regional trade in Africa](#). In: International Livestock Research Institute (ILRI). *Towards Priority Actions for Market Development for African Farmers: Proceedings of an International Conference*. 13-15 May 2009, Nairobi, Kenya, pp. 370-391
- Alade**, Muyiwa E. (2025): [Value relevance of accounting numbers in emerging Sub-Saharan Africa stock markets: Comparison between Ghana and Nigeria](#). In: Moloi, T. (eds): *Impacting Society Positively Through Technology in Accounting and Business Processes*. ICAB 2024. Springer Proceedings in Business and Economics. Springer, Cham. 10 May 2025, pp. 1-9
- Alawode**, Adedapo & O.T. **Chiam** (2024): [Linking structured commodity markets with formal agricultural finance to improve value chain transparency and inclusion](#). *International Journal of Advance Research Publication and Reviews*, vol 1 (4), pp 87-109
- Akidi**, Victor & I.F. **Cookey** & O.T. **Olise** (2025): [Empirical analysis of commodity trade on economic well-being: Evidence from Nigeria](#). *International Journal of Social Sciences and Management Research*, vol 11 (1), pp. 269-288
- Akunga**, Robert & A.H. **Ahmad** & Simeon **Coleman** (2023): [Financial market integration in sub-Saharan Africa: How important is contagion?](#) *Int J Fin Econ.*, pp. 28:3637–3653R Akunga, AH Ahmad... - *International Journal of ...*, 2023 - 29 March 2022
- Ambaw**, Dessie Tarko & Habtamu **Edjigu** & Nicholas **Sim** (2025): [Improving exports: Quasi-experimental evidence from the Ethiopia Commodity Exchange](#). *The World Economy*, vol. 48 (5), pp. 1156-1173
- Arthur**, Solomon (2025): [The effects of macroeconomic indicators on agricultural commodity prices in Sub-Saharan African \(SSA\) countries](#). University of Cape Coast, 85 p.
- Austin**, Duncan (2020): [The history of ESG in 5 cartoons: What next?](#) *LinkedIn*, 21 April 2020
- Canuto**, Otaviano & S. **Emran** & B. **Mandri** (2024): [Financializing commodity markets: consequences, Advantages and African case study](#). Policy Center for the New South, academia.edu, pp. 1-18
- Ebe**, F.E. et al (2022): [Impact of ICT usage on success/failure of youth-led agribusiness activities in different agricultural value chains in Southeast Nigeria](#). *Nigeria Agricultural Journal*, vol. 53 (3), pp. 212-215
- Ifeoma**, Odunze Daisy (2019): [A review of the Nigerian agricultural promotion policy \(2016-2020\): implications for entrepreneurship in the agribusiness sector](#). *International Journal of Agricultural Policy and Research*, vol.7 (3), pp. 70-79
- Ike-Muonso**, N. (2024): [Commodities Exchanges and Nigeria's Raw Materials Development](#). *Raw Materials* 360, n.p.
- Issa**, F.O. & O.E. **Fapojuwu** & T.D. **Bidoli** (2011): [Improving agricultural marketing efficiency through the commodity exchange system in Nigeria: a review](#). *Nigerian Journal of Agricultural Economics*, vol. 2(1), pp. 89- 99, *AgEcon Search*

- Kohnert, Dirk** (2018): [Trump's tariff's impact on Africa and the ambiguous role of African agency](#). *Review of African Political Economy*, 2018, vol. 45, No. 157, pp. 451-466
- Kohnert, Dirk** (2014): [African agency and EU- African Economic Partnership Agreements](#). *Review Article*. *Africa Spectrum*, 49 (2014) 3: 149-155
- Kohnert, D.** (2011): [Cultures of innovation of the African Poor – Common roots, shared traits, joint prospects? On the articulation of multiple modernities in African societies and Black Diasporas in Latin America](#). In: [LeMeur, Pierre-Yves / Schareika, Nik / Spies, Eva \(eds.\)](#)(2011): *Auf dem Boden der Tatsachen*, pp. 241-262
- Kone, Z.Y. & Y.P. N'Dri & G.A. Kone** (2022): [L'introduction en bourse comme résultante d'une vision stratégique des dirigeants: cas des entreprises en Côte d'Ivoire](#). *Revue Française d'Economie et de Gestion*, vol. 3 (10), pp. 285-305
- Laurent, Théodore** (2025): [La Côte d'Ivoire ouvre une bourse des matières premières agricoles, une première en Afrique de l'Ouest](#). *Le Monde*, 4 May 2025
- Liesdek, Boaz** (2017): [Why do challenges in African commodity exchanges persist? The case of the agricultural commodity exchange in Malawi](#). Wageningen, Dept. of Mang. Studies, 95 p.
- Mhlanga, D.** (2024). [Green finance and the evolution of financial markets in Sub-Saharan Africa: A comprehensive analysis](#). In: Mhlanga, D., Dzingirai, M. (eds): *Sustainable Finance and Business in Sub-Saharan Africa.*, 14 December 2024, pp. 209–225
- Munro, Kathy** (2019): [A delightful 1987 calendar celebrating the centenary of the Johannesburg Stock Exchange](#). February 23, 2019
- Neza, Keren & Yaw Nyarko & Angela Orozco** (2022): [Digital trading and market platforms: Ghana case study](#). In: Temina Madon & Ashok J. Gadgil (eds.): *Introduction to Development Engineering*, pp. 221-246
- Ngong, C.A. et al.** (2022): [Stock market development and agricultural growth of emerging economies in Africa](#). *Journal of Capital Markets Studies*, vol. 6 No. 2, pp. 185-202
- Nyarko, Y.** (2025). [Rural credit markets and farmers' behaviors](#). In: Kararach, G., Moreira, E.P., Murinde, V. (eds) *The Palgrave Handbook of Development Finance*. Palgrave Macmillan, Cham., pp. 435–449
- Olomola, Aderibigbe** (2015): [Understanding the framework for intergovernmental interactions in the implementation of Nigeria's Agricultural Transformation Agenda](#). NSSP Working Paper 27. Washington, DC: International Food Policy Research Institute, 53 p.
- O'Neill, Dominic** (2013): [Africa: Fast finance for the new frontier of food](#). *Euromoney*, September 17, 2013
- Owoo, Robert Dowuona** (2021): Introduction to the Ghana Commodity Exchange. [Youtube](#)
- Raji, A. O.** (2016): [An evaluation of the Abuja Commodity Exchange Model for agricultural marketing and market development in Nigeria](#). *Elite Research Project*, Uyo, Nigeria, Chapt. 1-5
- Robbins, P. et al** (2004): [Advice manual for the organisation of collective marketing activities by small-scale farmers](#). Natural Resources Institute (NRI), University of Greenwich, 104 p.
- Salar, Sahar & H. Izadi & M.R. Pourfakharan** (2025): [Identification, analysis, and prioritization of effective components of agricultural commodity exchange with a financial foresight approach](#). *Business, Marketing, and Finance Open*, vol. 2 (2), pp. 138-147
- Staff Reporter** (2019): [Grain hedging: lessons from the farmers who get it right](#). *Farmers's weekly*, 22 August 2019
- Tamru, Seneshaw & Bart Minten, Johan Swinnen** (2021): [Trade, value chains, and rent distribution with foreign exchange controls: Coffee exports in Ethiopia](#). *Agricultural Economics*, vol. 52 (1), pp. 81-95

**Tawiah**, Anang (2015): [The Ghana Commodity Exchange Series: Collateral Management and Warehouse Receipt Systems \(WRS\)](#). *Modern Ghana*, 3. September 2015

**William**, Larbi (2022): [Smallholder maize farmers market participation on a commodity exchange: The case of Ghana commodity exchange](#). *Russian Journal of Agricultural and Socio-Economic ...*, vol. 4, 124, pp. 84-93

**Woode**, John Kingsley (2024) : [Commodities, exchange rates, and equity markets in commodity-dependent Sub-Saharan African countries](#). *DSpace Repository*, June 2024, 198 p.

**Abstract:** The establishment of commodity exchanges offers significant advantages for low-income, agriculturally dependent countries seeking to enhance export performance. A notable example is the Ethiopian Commodity Exchange (ECX), which contributed to a substantial increase in coffee exports, benefiting producers through expanded export volumes and diversified market access. Similarly, in May 2025, Côte d'Ivoire launched West Africa's first agricultural commodities exchange, supported by the Regional Stock Exchange (BRVM)—the common securities market for the eight member states of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU). Initially, this exchange lists cashew nuts, kola nuts, and maize, with plans to expand trading to cocoa and approximately twenty additional commodities in the future. Africa currently hosts 38 stock exchanges across 29 national capital markets, 22 of which are members of the African Securities Exchanges Association (ASEA). Among these, 12 countries facilitate agricultural commodity trading: South Africa, Nigeria, Kenya, Côte d'Ivoire, Ethiopia, Malawi, Zambia, Zimbabwe, Tanzania, Mozambique, Rwanda, and Uganda. Commodity exchanges in sub-Saharan Africa (SSA) play a pivotal role in strengthening market structures by improving market access, mitigating price volatility, and integrating smallholder farmers into formal economic systems. Despite structural challenges—such as infrastructural deficits and capacity-building needs—these platforms demonstrate considerable potential for fostering sustainable agricultural development in the region. Empirical evidence suggests that while market capitalization negatively impacts agricultural growth, the value of traded stocks exerts a positive influence. Consequently, governments in African emerging economies should prioritize capital market expansion to stimulate growth through agricultural value addition. Policy frameworks that bolster investor confidence via institutional strengthening and stock market development are essential. However, it is equally critical to recognize the potential for cross-market risk transmission, given the continent's heavy reliance on commodities and the interdependence between stock market performance and macroeconomic stability. Risk transmission arises when information dissemination is delayed or incomplete, leading to contagion effects where adverse market sentiment spreads irrespective of local conditions. Notably, commodity prices and exchange rate fluctuations exhibit bidirectional risk transmission with SSA stock markets, particularly over the long term. Thus, shifts in these variables can significantly influence stock market volatility in the region.

**Zusammenfassung:** [Wachstum säen: Das Potenzial landwirtschaftlicher Rohstoffbörsen in Afrika südlich der Sahara erschließen] - Die Einrichtung von Rohstoffbörsen bietet einkommensschwachen, landwirtschaftlich abhängigen Ländern, die ihre Exportleistung steigern wollen, erhebliche Vorteile. Ein bemerkenswertes Beispiel ist der Ethiopian Commodity Exchange (ECX), der zu einem deutlichen Anstieg der Kaffeeexporte beitrug und den Produzenten durch höhere Exportmengen und einen diversifizierten Marktzugang zugutekam. Ebenso startete die Elfenbeinküste im Mai 2025 die erste Agrarrohstoffbörse Westafrikas, unterstützt von dem Regional Stock Exchange (BRVM) – dem gemeinsamen Wertpapiermarkt der acht Mitgliedsstaaten der Westafrikanischen Wirtschafts- und Währungsunion (WAEMU). An dieser Börse werden zunächst Cashewnüsse, Kolanüsse und Mais gehandelt. Geplant ist, den Handel künftig auf Kakao und etwa zwanzig weitere Rohstoffe auszuweiten. Afrika beherbergt derzeit 38 Börsen an 29 nationalen Kapitalmärkten, von denen 22 Mitglieder der African Securities Exchanges Association (ASEA) sind. Zwölf dieser Länder erleichtern den Handel mit landwirtschaftlichen Rohstoffen: Südafrika, Nigeria, Kenia, die Elfenbeinküste, Äthiopien, Malawi, Sambia, Simbabwe, Tansania, Mosambik, Ruanda und Uganda. Rohstoffbörsen in Afrika südlich der Sahara (SSA) spielen eine zentrale Rolle bei der Stärkung der Marktstrukturen, indem sie den Marktzugang verbessern, Preisschwankungen abmildern und Kleinbauern in formelle Wirtschaftssysteme integrieren. Trotz struktureller Herausforderungen – wie Infrastrukturdefiziten und Bedarf an Kapazitätsaufbau – zeigen diese Plattformen ein erhebliches Potenzial für die Förderung einer nachhaltigen landwirtschaftlichen Entwicklung in der Region. Empirische Belege legen nahe, dass die Marktkapitalisierung zwar das landwirtschaftliche Wachstum negativ beeinflusst, der Wert gehandelter Aktien jedoch einen positiven Einfluss hat. Folglich sollten Regierungen afrikanischer Schwellenländer der Ausweitung der Kapitalmärkte Priorität einräumen, um das Wachstum durch landwirtschaftliche Wertschöpfung anzukurbeln. Politische Rahmenbedingungen, die das Vertrauen der Investoren durch eine Stärkung der Institutionen und die Entwicklung der Aktienmärkte stärken, sind unabdingbar. Angesichts der starken Rohstoffabhängigkeit des Kontinents und der gegenseitigen Abhängigkeit zwischen Aktienmarktentwicklung und makroökonomischer Stabilität ist es jedoch ebenso wichtig, das Potenzial einer marktübergreifenden Risikoübertragung zu erkennen. Eine Risikoübertragung entsteht durch verzögerte oder unvollständige Informationsverbreitung, was zu Ansteckungseffekten führt, wenn sich eine negative Marktstimmung unabhängig von den lokalen Bedingungen ausbreitet. Insbesondere Rohstoffpreise und Wechselkursschwankungen weisen eine wechselseitige Risikoübertragung auf die Aktienmärkte SSAs auf, insbesondere langfristig. Veränderungen dieser Variablen können daher die Volatilität der Aktienmärkte in der Region erheblich beeinflussen.